



Unions Départementales des Hauts-de-Seine

DANS TOUTE LA FRANCE, SALARIES DU PUBLIC ET DU PRIVE UNIS CONTRE L'AUSTERITE - TOUS EN GREVE LE 9 AVRIL !

Les confédérations CGT et FO, l'organisation syndicale nationale SOLIDAIRES et la FSU appellent l'ensemble des salariés du public et du privé à une journée de grève interprofessionnelle et à manifester le 9 avril contre le pacte de responsabilité et le projet de loi Macron.

Le Pacte de responsabilité : c'est bon pour les patrons !

Avec son Pacte de responsabilité le gouvernement veut exonérer les patrons de 36 milliards d'euros de leurs cotisations à la branche famille de la Sécurité Sociale d'ici à 2017 !

Pour financer ce pacte le gouvernement a engagé un plan d'économies de 50 milliards d'euros qui touche la Sécurité Sociale, l'ensemble des services publics et par répercussion tout le secteur privé.

- 21 milliards de moins sur la protection sociale dont 10 milliards sur l'assurance maladie.
- 18 milliards de moins sur les services de l'Etat.
- 11 milliards sur les collectivités territoriales.

70% des investissements sont réalisés en France par les collectivités territoriales. En restreignant leurs budgets, ce sont des centaines de marchés publics, ouverts habituellement au secteur privé, qui sont reportés ou se ferment, entraînant licenciements et suppressions d'emploi.

Les dégâts causés par cette politique d'austérité sur les emplois, les services publics et l'activité économique dans les Hauts de Seine sont déjà considérables !

Au CASH, l'hôpital public de Nanterre, l'ARS veut supprimer 300 emplois d'ici fin 2016 et fermer les services de la pneumologie et de la réanimation,

Au Conseil Général, fermeture de PMI et de structures d'accueil social aux enfants et adolescents,

A la CPAM, le budget programme 300 suppressions d'emploi d'ici fin 2017, la poursuite de la fermeture des centres d'accueil et la restriction des amplitudes d'ouverture aux publics,

A la CAF, la direction prévoit la fermeture des deux agences de Courbevoie et Suresnes en 2015,

Dans le secteur associatif comme dans le secteur privé des petites et moyennes entreprises, cette restriction des budgets publics se répercute en négatif et pousse au chômage des dizaines de salariés.

Le projet de loi MACRON : c'est bon pour les patrons !

Le projet de loi MACRON passé en force à coup de 49-3 en première lecture à l'Assemblée Nationale revient au Sénat à compter du 6 avril 2015. Ce texte, extrêmement néfaste pour les salariés, doit et peut encore être retiré ! Ce projet porté par le gouvernement entend une nouvelle fois, répondre aux exigences du MEDEF et participe complètement à la mise en œuvre du Pacte de Responsabilité !

Si le projet de loi Macron était adopté ce serait :

- La banalisation du travail du dimanche et de nuit mettant fin progressivement aux compensations.
- Des plans de licenciements collectifs dans les entreprises (PSE) de plus en plus sauvages.
- La dépossession des élus prud'homaux de leurs moyens et le renvoi vers des juges professionnels.
- La possibilité de court-circuiter le droit du travail et la justice prud'homale par « conventions » entre l'employeur et le salarié. **Rien de moins qu'un bond en arrière de deux siècles !**

Tous ensemble, rejetons ce projet de régression sociale sans précédent, anti-démocratique, aggravant les politiques d'austérité, favorisant la rentabilité financière pour les actionnaires, renforçant les profits et privilèges capitalistes au détriment des besoins de la population. Aucun syndicat digne de ce nom, se réclamant de la défense des intérêts des salariés, ne peut rester neutre et inactif face à ce projet de loi MACRON !

**Pour sortir de la crise économique, ce ne sont pas les patrons qu'il faut aider,
Ce sont les revendications des salariés qu'il faut satisfaire ! De toute urgence !**

Augmenter les salaires, c'est bon pour l'économie car cela relance la consommation populaire. C'est bon pour la Sécurité Sociale : 1 euro de plus de l'heure dans le privé et 8% d'augmentation du point d'indice dans le public : ce sont 15 milliards de plus pour la Sécu.

Créer des emplois et relancer la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Alors que le gouvernement verse des aides aux entreprises sans contreparties, il doit bloquer les licenciements, les délocalisations, les fermetures d'entreprises, y compris en les nationalisant !

Garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein. Abroger les régressions opérées depuis 1993 pour favoriser, entre autres, l'embauche en CDI de jeunes. **Augmenter les cotisations des entreprises pour financer nos retraites complémentaires afin de garantir le maintien de l'AGIRC.**

Préserver et renforcer les services publics. Ils sont indispensables pour garantir l'égalité des droits des citoyens et le développement économique sur tout le territoire. Le projet de réforme territoriale doit être retiré, c'est la mise en concurrence des régions et des territoires, c'est l'inégalité renforcée !

Défendre et promouvoir les libertés syndicales, faire respecter le droit syndical mis en cause ici et là. Obtenir l'annulation de toutes les mesures de répression syndicale pénalisant les militants, comme celle frappant un militant syndicaliste à La Poste des Hauts de Seine, révoqué pour son activité syndicale !

Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, nous appelons les salariés à s'engager dans un processus de mobilisation, à établir et à mettre à jour partout, dans chacune de nos professions et entreprises, leurs revendications d'augmentation de salaire et d'embauches, de compensation des départs et de résorption de la précarité, de maintien et défense des acquis sociaux. Toutes nos exigences revendicatives ont leur place à prendre dans le 9 AVRIL car toutes se heurtent à la politique d'austérité du gouvernement – MEDEF qui est l'adversaire commun à tous les salariés, du public et du privé, quelle que soit leur profession.

SALARIES DU PUBLIC ET DU PRIVE

IL Y A URGENCE A METTRE FIN A L'AUSTERITE

ET A SATISFAIRE NOS REVENDICATIONS :

JEUDI 9 AVRIL 2015

GREVE INTERPROFESSIONNELLE ET MANIFESTATION

TOUS EN GREVE POUR

LE RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITE

ET DU PROJET DE LOI MACRON !

MANIFESTATION A PARIS - RV 13H PLACE D'ITALIE

En direction de l'Assemblée Nationale (Invalides)